

Communiqué

La fédération de l'Enseignement **FO** de Loire-Atlantique condamne la charge violente des forces de l'ordre pour lever le blocage organisé devant le lycée Guist'hau par les lycéens et professeurs contre la tenue des E3C (Epreuves Communes de Contrôle Continu) dans la matinée du 30 janvier.

Aux revendications légitimes, le pouvoir d'État répond aujourd'hui systématiquement par les menaces et la violence. Ceci est inacceptable. En démocratie, les revendications doivent pouvoir s'exprimer librement.

Le ministre de l'Éducation nationale et son gouvernement sont seuls responsables de cette situation de crise. Il n'est pas un seul lycée dans lequel les E3C se sont déroulées sereinement avec l'adhésion des collègues. Dans la plupart des cas, 75% des collègues chargés de surveillance se sont mis en grève et d'autres les ont suivis en soutien. Ils refusent de livrer leurs élèves à ce « grand n'importe quoi ».

L'état des lieux dans les salles des profs en lycée est désastreux : arrêts maladie, burn-out, mal-être, angoisse.

Les autres personnels, y compris les personnels de direction entre le marteau et l'enclume, ne sont pas mieux lotis. On réquisitionne à tout va pour surveiller toutes les catégories de personnels, parfois en contradiction avec leurs statuts, voire n'importe qui : AED, CPE, personnels administratifs, agents territoriaux, parents, retraités de longue date...

Et parmi les élèves, le constat n'est pas tolérable : crises d'angoisse, de pleurs, malaises. Dans un lycée nantais, le témoignage d'une infirmière dresse un constat sans appel. Les années précédentes, elle intervenait en moyenne 20 fois par an en urgence auprès d'élèves. Cette année, elle est rendue à plus de 40 interventions depuis la rentrée. Elle ajoute que le constat est le même partout et qu'elle n'a jamais connu une telle situation dans sa carrière.

Et c'est dans ce contexte qu'une certaine propagande du « Tout va très bien, Madame la Marquise ! » est diffusée. Si tout allait si bien, l'exigence d'abandon des E3C et le retour à des épreuves terminales, anonymes et nationales serait entendue et personne ne serait matraqué et gazé.

Depuis déjà un mois et demi, le syndicat **FO** des lycées et collèges demande une audience au recteur sur la question des E3C et la réforme du lycée. Nous attendons encore. Va-t-il jouer le pourrissement de la situation comme le gouvernement sur la réforme des retraites ?

Nantes, le 30 janvier 2020